

Maître d'ouvrage



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE BORDEAUX
188 rue de Pessac
33062 BORDEAUX CEDEX

**Aménagement et extension de la cuisine
du Centre de Détention d'Uzerche (19)**

DOSSIER DCE

C.C.T.P.

CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Septembre 2025

LOT N° 1 – GROS ŒUVRE - VRD

LOT N° 1 – GROS ŒUVRE - VRD

GENERALITES	4
Article 1.01 - Objet du marché.....	4
Article 1.02 – Prescriptions générales - spécifications.....	4
Article 1.02.1 - Préambule.....	4
Article 1.02.2 - DTU applicables.....	4
Article 1.02.3 – Connaissance du devis descriptif	5
Article 1.02.4 – Echafaudages , levages.....	5
Article 1.02.5 – Protection des ouvrages et des existants	6
Article 1.02.6 – Consistance des travaux.....	6
Article 1.02.7 – Nettoyage.....	6
Article 1.02.8 – Assurance	6
Article 1.02.9 – Protection des travailleurs.....	6
Article 1.02.10 – Echantillons	6
Article 1.03 – Prescriptions particulières –gros œuvre - démolitions	7
Article 1.03.1 – Pièces à fournir par l'entreprise	7
Article 1.03.2 – Charges.....	7
Article 1.03.3 – Règle de calcul.....	7
Article 1.03.4 - Normes.....	7
Article 1.03.5 - Règles	7
Article 1.03.6 - Règlements.....	7
Article 1.03.7 – Avis techniques du C.S.T.B.....	7
Article 1.03.8 - Terrassements	8
Article 1.03.9 - Fondations.....	8
Article 1.03.10 – Mise en œuvre – Qualité des matériaux.....	8
Article 1.03.11 - Généralités	8
Article 1.03.12 – Granulats et granulométrie	8
Article 1.03.13 – Eau de gâchage.....	8
Article 1.03.14 – Liants : ciments et chaux	8
Article 1.03.15 – Aciers d'armatures.....	9
Article 1.03.16 - Nature.....	9
Article 1.03.17 - Adjuvants	9
Article 1.03.18 – Bétons prêts à l'emploi.....	9
Article 1.03.18 – Vibration ou vibrage.....	9
Article 1.03.19 – Caractéristiques du béton.....	9
Article 1.03.20 – Béton type.....	10
Article 1.03.21 – Contrôle des bétons - Essais	10
Article 1.03.22 – Coffrages - Etalements	10
Article 1.03.23 – Huile de coffrage.....	10
Article 1.03.24 – Etat de surface des ouvrages en béton	10
Article 1.03.25 – Maçonnerie de blocs de béton agglomérés	11
Article 1.03.26 - Enduits	11
Article 1.03.27 – Tolérances dimensionnelles.....	12
Article 1.03.28 - Ragréages	12
Article 1.03.29 – Trous, percements et scellements.....	12
Article 1.03.30 – Protection de l'environnement.....	12
Article 1.03.31 – Connaissance des lieux	12
Article 1.03.32 – Essais et contrôles.....	12
Article 1.03.33 – Obligation de l'entreprise.....	13
Article 1.03.34 – Protection des ouvrages	13
Article 1.04 - Coordination.....	13
Article 1.05 - Limites de prestations.....	13
Article 1.06 - Coordination avec les autres corps d'état.....	14
Article 1.06.1 - Avec le présent lot.....	14
Article 1.06.2 - Avec le corps d'état "Etanchéité"	14
Article 1.06.3 - Avec le corps d'état "Bardage métallique - Serrurerie"	14
Article 1.06.4 - Avec le corps d'état "Carrelage-sols-résines-peinture"	14
Article 1.06.5 - Avec le corps d'état "Menuiseries – Plâtrerie – Plafonds"	14
Article 1.06.6 - Avec Le Corps d'état "Electricité courants forts et courants faibles"	14
Article 1.06.7 - Avec Le Corps d'état "Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation"	14
Article 1.06.8 - Avec Le Corps d'état "Froid-Panneaux-Caniveaux inox".....	14
Article 1.06.9 - Avec Le Corps d'état "Matériels de cuisine - Laverie".....	15
Article 1.07 - Rebouchages.....	15
Article 1.08 - Protection des matériels et ouvrages	15
Article 1.09 - Pièces à fournir par l'entreprise.....	15
Article 1.09.1 - A la Remise des Offres.....	15
Article 1.09.2 - Avant Passation de la Commande	15
Article 1.09.3 - Pendant la Période de Préparation.....	15
Article 1.09.4 - Après la Période des Travaux	15
Article 1.10 - Organisation du chantier - délais - pénalités	15
Article 1.11 - Dossier de récolement.....	15
Article 1.12 - Réception des ouvrages.....	15
PRESRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES.....	16
Article 1.13 – Références administratives.....	16
Article 1.14 – Etablissement de l'offre	16

Article 1.15 – Planning / Phasage travaux / Contraintes.....	18
Article 1.16 – Bureau de contrôle.....	18
Article 1.17 – Présentation générale des travaux.....	18
DESCRIPTION DES TRAVAUX PREPARATOIRES ET D'INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
Article 1.18 – Travaux préparatoires et d'installations de chantier	19
Article 1.18.1 – Plans et études préparatoires	19
Article 1.18.2 – Installations de chantier	19
DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEPOSES / DEMOLITIONS	21
Article 1.19 – Travaux de déposes et de démolitions.....	21
Article 1.19.1 – Déposes – démolitions - généralités	21
Article 1.19.2 – Limites de prestations.....	21
Article 1.19.3 – Déposes de faux plafonds de tout nature	22
Article 1.19.4 – Démolition de doublages de toutes natures	22
Article 1.19.5 – Déposes des menuiseries existantes	23
Article 1.19.6 – Démolitions de murs existants en parpaing de 15 (ou brique de 10).....	23
Article 1.19.7 – Démolitions de plinthes carrelées	23
DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DALLAGES ET MURS EXISTANTS	24
Article 1.20 – Travaux sur dallages existants	24
Article 1.20.1 – Travaux de décaissés	24
Article 1.20.2 – Travaux de réseaux en dallages existants	24
Article 1.21 – Travaux d'ouvertures dans murs existants	25
Article 1.21.1 – Ouvertures en sous-œuvre.....	25
Article 1.21.2 – Rebouchements dans murs existants	26
DESCRIPTION DES TRAVAUX NEUFS D'EXTENSION	27
Article 1.22 – Travaux neufs pour l'extension.....	27
Article 1.22.1 – Fondations / Radier / Bêches / Nervures	27
Article 1.22.2 – Elévations / Plancher haut	28
Article 1.22.2.1 – Maçonnerie en aggloméré de ciment.....	28
Article 1.22.2.2 – Chainages / Poteaux / Poutres BA / Acrotère.....	29
Article 1.22.2.3 – Planchers hauts	30
DESCRIPTION DES TRAVAUX DE VRD.....	32
Article 1.23 – Travaux réseaux zone cour technique existante.....	32
Article 1.24 – Travaux de réseaux d'E.P / Extension	33
Article 1.25 – Travaux de plateforme extension.....	34
Article 1.26 – Travaux d'enrobés	34
Article 1.27 – Travaux divers	34
Article 1.28 – S.P.S.....	35

GENERALITES

Article 1.01 - Objet du marché

Le présent CCTP a pour but de faire connaître la nature et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires lors des travaux d'aménagement et d'extension de la cuisine du Centre de Détention d'Uzerche (19140).

Le présent document n'est pas limitatif, en conséquence l'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission :

La valeur de tous les plans nécessaires à la réalisation des ouvrages à remettre au Maître d'œuvre avant tout début d'exécution des travaux ainsi qu'à toutes les Entreprises concernées.

Tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendus qu'il doit assurer un parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il ne puisse prétendre à une majoration du prix forfaitaire pour des raisons d'omission aux plans et descriptif.

Les prix et quantités qui seront portés au Bordereau Quantitatif Estimatif de l'Entreprise s'entendent, compte tenu de toutes sujétions aux prescriptions découlant du présent CCTP, des plans, du cahier des clauses spéciales des Marchés de travaux, des règlements en vigueur et des règles de l'art, pour un complet et parfait achèvement des ouvrages quand bien même les travaux ne seraient mentionnés que dans l'une des pièces indiquées ci-dessus ou omis, mais découleraient de l'intervention logique à la limite entre deux corps d'état.

Toutes les incertitudes relatives aux documents du présent dossier devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission, émise par suite d'une imprécision, d'une contradiction ou de toutes imperfections des dits documents, ne sera admise.

Dans le cas où des modifications interviendraient entre la date de soumission de l'entreprise et la date de réception des travaux, il appartiendra à l'entreprise d'en proposer les incidences financières éventuelles au Maître d'Ouvrage ou à son représentant et d'en obtenir son accord avant toute intervention.

Article 1.02 – Prescriptions générales - spécifications

Article 1.02.1 - Préambule

L'Entrepreneur devra prévoir dans son marché tous les travaux nécessaires pour assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix de son marché pour raison d'omission ou d'erreur dans les pièces du dossier.

Article 1.02.2 - DTU applicables

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des DTU, Normes Françaises, Cahier des Charges du CSTB, Décrets, Arrêtés, Circulaires, etc....en vigueur à la date de remise de l'offre et notamment :

- Le règlement sanitaire duquel relève la ville d'UZERCHE.
- Les cahiers des charges D.T.U, les règles de calcul D.T.U, publiés par le C.S.T.B, ainsi que leurs annexes modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les cahiers des clauses spéciales rattachés au D.T.U et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics.
- D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.
- Les cahiers de recommandations techniques de l'Education nationale
- Le permis de construire
- La note de sécurité
- Le rapport du bureau de contrôle

C.C.T.G applicable aux marchés de travaux (édition du 08 août 1987)

D.T.U. n° 11.1	Travaux de sondage des sols de fondations
D.T.U. n° 12	Travaux de terrassements pour le bâtiment
D.T.U. n°13.11	Travaux de fondations superficielles.
D.T.U. n°20.1	Parois et murs en maçonnerie de petits éléments.
D.T.U. n°20.11	Parois et murs de façades en maçonnerie.
D.T.U. n°21	Exécution des travaux de béton armé.
D.T.U. n°21.3	Dalles et volées d'escalier préfabriquées en béton
D.T.U. n°21.4	Utilisation des adjuvants dans le béton.
D.T.U. n°22.1	Murs extérieurs et panneaux préfabriqués en béton.
D.T.U. n°23.1	Murs et parois en béton banché armé
D.T.U. n°26.1	Travaux d'enduit au mortier de liants hydrauliques.
D.T.U. n°59.1	Ravalement peinture
D.T.U. n°60.32	Descentes EP
D.T.U. n°60.33	Evacuation des EU
D.T.U. n°60.41	Canalisations en PVC – évacuation des EU

La liste des textes cités ci-dessous constitue une récapitulation.

Elle n'est en rien limitative. L'entrepreneur responsable du présent lot reconnaît avoir une connaissance des règlements en vigueur, et y compris de ceux non cités.

Article 1.02.3 – Connaissance du devis descriptif

Le marché étant à prix global forfaitaire, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- de l'ensemble du dossier d'appel d'offres tous corps d'état.

- des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au marché, conformément à l'article connaissance des lieux.

Tous les travaux indiqués au dossier fourni par le Maître d'Œuvre seront compris dans le prix forfaitaire, ainsi que ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prestations de mise en conformité exigées par le bureau de contrôle technique sont dues par l'entreprise dans le cadre de son forfait.

L'entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles, dans sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces du dossier.

Les quantités qui pourraient figurer sur les cadres de Décomposition de Prix Global et Forfaitaire remis par la Maîtrise d'Œuvre ne sont données qu'à titre indicatif.

L'Entrepreneur est réputé avoir vérifié ces quantités et établi son offre en fonction de ses propres estimations.

Si pour présenter son offre, l'entreprise a utilisé le cadre joint au dossier de consultation sans y apporter de correction, elle est réputée avoir entériné de fait les chiffres proposés et les avoir acceptés.

Les différences éventuelles de quantités et rajout ou suppression d'article de la DPGF, seront justifiées par l'entreprise, sur un document annexe joint à leur offre de prix, et le montant global sera reporté sur une ligne : « MONTANT POUR AJUSTEMENT DE LA DPGF PAR L'ENTREPRISE ».

La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

La description des ouvrages a été classée par corps d'état et numérotée par articles, dans le but de faciliter l'étude du projet.

La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) sera établie avec les références d'articles indiquées au C.C.T.P. correspondant.

Cette mesure permettra ainsi la mise au point de modifications à apporter au projet, avant ou en cours d'exécution si besoin est.

Ces références devront être indiquées sur les situations de travaux, afin d'en faciliter leur établissement et leur vérification.

Le titulaire ne pourra en cours d'exécution du marché se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions du cahier des charges pour se dégager du caractère forfaitaire du prix et solliciter une rémunération supplémentaire.

Article 1.02.4 – Echafaudages , levages

Les entreprises doivent, dans le cadre de leur prix global forfaitaire, tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de leurs travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global forfaitaire tous les agrès nécessaires aux travaux.

Chaque entreprise doit les moyens de levage, échafaudages, nacelles nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, et ce, sans préjuger des moyens mis en œuvre par les autres corps d'état.

Article 1.02.5 – Protection des ouvrages et des existants

Les entreprises doivent prendre toutes les précautions et mettre en place toutes les protections nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et éviter que leurs ouvrages réalisés ne soient détériorés. Les entreprises sont responsables jusqu'à la réception de la protection de leurs propres ouvrages. A cet effet, elles doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où des dégradations seraient constatées, les entreprises devront remettre en état, à leurs frais, les ouvrages détériorés.

Article 1.02.6 – Consistance des travaux

D'une manière générale, tous ces travaux comprennent la fourniture et la mise en œuvre des matériaux ainsi que les moyens matériels permettant leur réalisation.

Les travaux comprendront :

- Les installations collectives et les protections de chantier.
- Les travaux de démolition.
- Les travaux de gros œuvre et maçonnerie.
- Les travaux de VRD, plateformes, réseaux
- Les ouvrages divers.

La présente liste n'étant pas exhaustive, l'entreprise aura pour obligation d'exécuter outre les travaux décrits au CCTP ou représentés sur les plans, toutes autres prestations non définies mais rendues nécessaires pour le parfait achèvement des ouvrages selon les règles de l'art de construire.

L'entreprise du présent lot exécutera les travaux dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité et effectuera tous ouvrages complémentaires (éclatage, blindage de fouilles, etc.) permettant de répondre à ces règles ainsi qu'au respect des ouvrages voisins existants et de leur pérennité

Article 1.02.7 – Nettoyage

L'entreprise devra le nettoyage et l'évacuation des gravats provenant de la mise en œuvre de ses ouvrages. Il en sera de même pour tous les emballages provenant des ouvrages mis en œuvre sur le chantier ; ces derniers seront immédiatement chargés et évacués par l'entreprise concernée.

Ce nettoyage sera réalisé à l'avancement des travaux, par zones, niveaux ou locaux selon le cas, ou sur simple demande du Maître d'Œuvre.

L'entreprise devant la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, elle s'assurera de leur parfait état de propreté pour la réception des ouvrages. Le cas échéant, elle en assurera le nettoyage final.

En cas de non-respect de cette clause de nettoyage, le Maître d'Œuvre a la possibilité, aux frais de l'entreprise défaillante, de commander ce nettoyage auprès d'une entreprise spécialisée, dans les délais qui lui seront imposés

Article 1.02.8 – Assurance

L'entrepreneur du présent lot devra être titulaire d'une police d'assurance garantissant ses ouvrages pendant dix ans.

La quittance de cette police devra être présentée avant tout commencement des travaux, et ce dès la remise de l'offre.

Article 1.02.9 – Protection des travailleurs

Les filets ou garde-corps de protection contre les chutes conformément aux règlements de sécurité en vigueur ainsi que tous les ouvrages de protection demandés dans le PGC seront compris dans l'offre de l'entreprise.

Article 1.02.10 – Echantillons

L'entreprise sera tenue de proposer des échantillons des produits pour lesquels elle s'est engagée vis-à-vis du maître d'œuvre.

Ces échantillons seront proposés suffisamment tôt pour permettre à ce dernier d'apporter les modifications qu'il jugera nécessaires.

Article 1.03 – Prescriptions particulières –gros œuvre - démolitions

Article 1.03.1 – Pièces à fournir par l'entreprise

Seront joints obligatoirement les documents suivants :

DOCUMENTS A FOURNIR A L'EXECUTION

- Les notes de calcul et plans d'exécution à la charge du présent lot.
- Les plans d'atelier de fabrication et notes de calcul y afférent, à remettre au maître d'œuvre dans les délais prescrits.
- Les plans doivent obligatoirement avoir reçu l'agrément de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution.

Article 1.03.2 – Charges

Les prescriptions sont celles des N.F.P.06.001 et P 06.004 ;

Les surcharges à prévoir dans les locaux non spécifiés par la norme seront définies en fonction de l'équipement et des divers locaux envisagés.

Article 1.03.3 – Règle de calcul

Les calculs de stabilité et de bonne tenue des ouvrages seront conduits conformément aux règles de calcul D.T.U. suivantes :

Règles NV 65-67 et annexes

Règles N84 : neige sur les constructions

Règles CC BA 68 et modificatif

Règles CM 66 – PS 69 – BAEL 931-CB71

Règles CEB pour les éléments préfabriqués en béton

Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton (règles FB)

EUROCODES et notamment EUROCODE n°8

Article 1.03.4 - Normes

Toutes les normes françaises citées dans les DTU ci – avant sont applicables aux présents travaux dont particulièrement :

N.F dimensionnelles et de qualité

N.F concernant la sécurité : PO3, 001,...

N.F relatives aux contrôles et essais des ouvrages et matériaux.

Article 1.03.5 - Règles

Les règles professionnelles ou guides techniques de l'U.N.M. et U.N.R.S.T. dont cahier des charges de préparation des supports courants pour pose des revêtements minces collés.

Article 1.03.6 - Règlements

Règlements de sécurité dans les bâtiments recevant du public.

Règlement sanitaire départemental type.

Code du Travail.

Article 1.03.7 – Avis techniques du C.S.T.B

Tous les matériaux et éléments non traditionnels devront être titulaires d'un avis technique non périmé.

Ces documents seront remis en temps utile à l'architecte et au bureau de contrôle.

Les prescriptions, normes et règlements bien que non joints matériellement font partie intégrante de ce dossier et l'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une mauvaise connaissance de ceux – ci.

Les D.T.U. et Normes mentionnées sont donnés à titre indicatif. L'entreprise sera tenue de retenir ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois de l'établissement des prix.

Article 1.03.8 - Terrassements

Les prescriptions applicables sont celles du cahier des charges applicables aux travaux de terrassements pour le bâtiment suivi du fascicule n°12 du C.P.C, du Cahier des Charges Spéciales et du Mémento pour la rédaction des marchés.

Article 1.03.9 - Fondations

Les prescriptions techniques sont :

Celles du Cahier des Charges applicables aux travaux de fondations superficielles suivi du fascicule n°13.12 et 13.11 (Mars 1988) du C.P.C. et du Cahier des Charges Spéciales. Celles du Cahier des Charges applicables aux travaux de fondations profondes pour le bâtiment suivi du fascicule n°13.2 du C.P.C. du Cahier des Charges Spéciales et du Mémento pour la rédaction des marchés.

Article 1.03.10 – Mise en œuvre – Qualité des matériaux

Les prescriptions techniques sont celles du Cahier des Charges applicables aux travaux de maçonnerie et de béton armé, D.T.U. n°20 et additifs, D.T.U. n°20.11, D.T.U. n°23.1 et D.T.U. n°26.1.

Article 1.03.11 - Généralités

Les provenances, natures et qualités des matériaux ainsi que dispositifs de mise en œuvre de ceux – ci seront soumises à l'agrément de l'architecte et du bureau de contrôle.

Article 1.03.12 – Granulats et granulométrie

Les prescriptions sont celles des normes NFP 18.101 – 301 – 302 – 304 – 306.

La granulométrie des agrégats et les quantités d'eau de gâchage seront déterminées par une série d'essais (cône d'affaiblissement, etc...)

L'entrepreneur devra faire une étude granulométrique et remettre à l'architecte et au bureau de contrôle, avant les travaux, les caractéristiques qualitatives et quantitatives ainsi que la provenance des agrégats employés.

Le sable employé sera complètement purgé de toutes matières étrangères, terreuses ou organiques susceptibles de détruire les aciers et ciments.

Les graviers seront soigneusement lavés et purgés de toutes matières étrangères.

Article 1.03.13 – Eau de gâchage

Les prescriptions sont celles des normes NFP 180303 et D.T.U. 20, définissant les quantités d'eau à utiliser et les pourcentages d'impuretés en suspension ou dissous dans les eaux de gâchages. Ces eaux ne devront contenir aucun agent chimique susceptible de détruire les propriétés chimiques des bétons (matières organiques, eau chargée en sel, de substances chimiques, gaz, etc..)

Article 1.03.14 – Liants : ciments et chaux

Ils seront toujours stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité et des dégradations. Ils devront répondre aux prescriptions des normes NFP 15.301 et 15.312 et porter la marque NF – VP.

Les liants à utiliser seront les suivants :

En maçonnerie : CPJ 35, CPJ-R 45, CHF 45

En béton courant : (non armé ou faiblement armé) : CPJ 45, CPJ-R 45, CHF 45

En béton armé : CPA 45 ou 55, CPA-R 45 ou 55, CLK-45, CPJ 45 ou 55.

Pour la chaux : XNH 30/60/100 – XEH en classe de résistance 30.60 et 50.100.

Tout liant éventé ou humidifié sera évacué et son emploi interdit.

Les marques proposées par l'entreprise devront avoir l'agrément de l'architecte, du BET BA et du bureau de contrôle.

Article 1.03.15 – Aciers d'armatures

Les aciers utilisés doivent répondre aux spécifications des normes NFA 35.015 à NFA 35.022. Les barres, fils haute adhérence et les treillis soudés doivent être agréés par la commission interministérielle d'homologation et de contrôle des armatures pour béton armé.

Article 1.03.16 - Nature

Aciers doux Fe 22
Aciers haute adhérence Fe 40, Fe 45, Fe 50
Treillis soudé en fils tréfilés d'acier à haute limite d'élasticité uniquement en panneaux rigides normalisés.

Les armatures seront propres sans plaques de rouille, calamine non adhérente, graisses ou autres matières organiques.

La mise en œuvre sera conforme aux prescriptions des règles CCBA 68 et BAEL 83 et l'attention de l'entreprise devra porter particulièrement sur :

Les recouvrements
Les diamètres de ceintrage
Les distances par rapport aux parements.

Les armatures devront être parfaitement calées (cales en PVC) et arrimées dans les coffrages.

Article 1.03.17 - Adjuvants

Les adjuvants utilisés doivent répondre aux normes NFP 18.103, NFP 18.331 à 38, de marque NF et être agréés par la commission permanente des liants hydrauliques et adjuvants (COPLA). Ils seront accompagnés de leurs certificats d'origine, date de fabrication et limite d'emploi.

Ils devront faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B :

Plastifiants – réducteur d'eau
Entraîneur d'air
Accélérateur – durcisseur
Antigels – hydrofuges
Produit de cure, etc...

L'utilisation des adjuvants devra recevoir l'agrément du bureau de contrôle et de l'architecte.

Article 1.03.18 – Bétons prêts à l'emploi

Ils répondront aux spécifications de la norme NFP 18.305 pour la fabrication, la mise en œuvre, le transport, la résistance, etc...ainsi qu'à la norme EN 206-1

Article 1.03.18 – Vibration ou vibrage

Le vibrage des bétons est obligatoire, la taille des pervibrateurs sera appropriée aux masses de béton mises en œuvre et aux coffrages utilisés. Ils pourront être internes ou externes selon les possibilités de l'entreprise. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les soins à apporter au vibrage des bétons.

Article 1.03.19 – Caractéristiques du béton

Les caractéristiques minimales et mise en œuvre des bétons seront conformes aux règles de calculs BAEL 83 et DTU 21 pour :

Classification des chantiers
Dossier d'étude des bétons
Dosages minimaux des bétons
Consistance à obtenir et serrage à réaliser
Façonnage des aciers
Mise en œuvre (coffrage – étalement – enrobage – vibration – reprise de coulage – conditions atmosphériques – décoffrage)
Tolérances dimensionnelles
Etat des surfaces

Essais (suivant normes NFP 400 – 404 – 406 – 451)
Dispositions particulières relatives à la sécurité des personnes
Préfabrication (fabrication, transport, stockage, pose, stabilité durant toutes les phases)

Les bétons devront être fabriqués mécaniquement par une centrale de chantier ou provenir d'une centrale à béton agréé.

Pour le béton contrôlé, l'entrepreneur devra pouvoir fournir sur simple demande les fiches de livraison des bétons et s'assurer qu'elles portent bien l'heure de fabrication, la nature des ciments et agrégats, la durée de malaxage. Les bétons seront malaxés pendant la durée du transport afin de conserver toute homogénéité.

Article 1.03.20 – Béton type

Il ne s'agit que d'une indication de qualité et d'aspect qui facilite le « repérage » du niveau de qualité exigé. Ces compositions seront affinées lors de la période de préparation.

En ce qui concerne le dosage permettant d'obtenir les résistances, il sera fait application du tableau de l'article B1 des règles BAEL 91.

Article 1.03.21 – Contrôle des bétons - Essais

Les modalités de contrôle seront conformes aux prescriptions de l'annexe à la norme NFP 18.305 ; 18.102 ; 18.400.

A chaque prélèvement d'éprouvettes, le béton sera soumis à l'essai d'affaiblissement au cône d'Abrams.

Les essais de résistance mécanique (compression et traction se feront suivant les règles BA 68 et BAEL 83 ; le nombre d'essais (portant sur 3 éprouvettes) sera le suivant :

Fondations : 6 essais
Elévation : 3 essais
Planchers : 3 essais

Tous les frais pour essais et contrôle du béton seront à la charge de l'entreprise du présent lot. Le laboratoire sera proposé à l'agrément de l'architecte et du bureau de contrôle.

Article 1.03.22 – Coffrages - Etaisements

Les coffrages et étaisements utilisés doivent présenter une rigidité suffisante pour résister sans tassement ni déformation nuisibles aux actions de toute nature qu'ils sont exposés à subir pendant l'exécution des travaux et notamment aux efforts engendrés par le serrage du béton.

Les coffrages seront propres, plans, parfaitement assemblés et étanches.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions du personnel pendant l'exécution (passerelles, filets, filins, etc...)

Les trémies diverses seront provisoirement bouchées (filets, planches, garde-corps, etc...)

Article 1.03.23 – Huile de coffrage

L'entrepreneur de gros – œuvre devra fournir toutes les caractéristiques des huiles de décoffrage qu'il emploiera sur le chantier au fabricant de peinture pour l'agrément de ce dernier.

En conséquence, il devra mettre en rapport les deux fabricants intéressés (fabricant de peinture et d'huiles de décoffrage).

Article 1.03.24 – Etat de surface des ouvrages en béton

A – Murs en béton banché, poutres, poteaux, volées d'escalier.

Les tolérances d'implantation et de verticalité seront celles du DTU n°21, article 5.11. Les tolérances de planéité seront celles définies à l'article 5.21 du DTU n°21.1, pour 4 qualités rappelées ci – dessus avec localisations :

Parement élémentaire : murs sous – sol, murs enterrés et toutes faces non visibles..

Parement courant : dito ci – dessus

Parements soignés : toutes parois apparentes ou recevant une peinture ou un revêtement collé.

B – Dallages et planchers en béton brut (règles professionnelles)

Tolérances de niveau et de hauteur : + ou – 1 cm (NFP 01.101)

Planéité sous la règle de 2 ml : 15 mm

Planéité sous la règle de 0.20 ml : -

Horizontalité (ou pente) : 1/1000^{ème}

C – Dallages et planchers en béton armé surfacé à parement soigné ou chape incorporée (article 5.22 du DTU n°21)

Tolérances de niveau : + 1 cm

Planéité sous la règle de 2 ml : 7mm

Planéité sous la règle de 0.20 ml : 2mm

Horizontalité (ou pente) : 1/1000^{ème}

Article 1.03.25 – Maçonnerie de blocs de béton agglomérés

1 – Caractéristiques

Agglomérés en béton de ciment, pleins ou à trous, conformes aux spécifications des normes NFP 14.101 et 304 – 14.402, revêtus de la marque NF.

La mise en œuvre ne pourra se faire qu'après le temps de séchage réglementaire.

2 – Tolérances de mise en œuvre

Seront celles du DTU 20.1, chapitre 5.

La planéitude des parements devra être telle qu'un cordeau tendu de 10 ml de longueur n'accuse pas de flèche supérieure à :

0.02 pour les murs et cloisons devant être enduits.

0.01 pour les murs et cloisons restant apparents.

Le faux – aplomb des jambages d'ouverture ne dépassera jamais 0.01 ml.

Mortiers des joints :

Conforme aux spécifications de l'article 4.242 du DTU 20.1.

Le mortier bâtard est recommandé.

Article 1.03.26 - Enduits

Les surfaces à enduire seront préparées pour assurer un bon accrochage ; les bétons notamment présenteront une surface rugueuse obtenue soit par un traitement (RUGASOL ou similaire) soit par piquage.

Les supports seront suffisamment humidifiés pour ne pas absorber l'eau de mortier.

1 – Enduit en 2 couches projetées mécaniquement :

- a) Gobetage avec mortier dosé à 5/600 kgs de ciment pour un m³ de sable 0.03/3 mm.
- b) Enduit de fond dosé à 350/450 kgs de ciment et de chaux pour un m³ de sable 0.1/3 mm.

2 – Enduit en 3 couches

- a) Gobetage avec mortier dosé à 5/600 kgs de ciment pour un m³ de sable 0.3/3mm.
- b) Enduit de fond dosé à 250 kgs de ciment et 200 kgs de chaux pour un m³ de sable 0.1/3mm.
- c) Enduit de finition dosé à 200 kgs de ciment et 200 kgs de chaux pour un m³ de sable 0.1/2 mm.

Les prescriptions du DTU 26.1 sont applicables aux présents travaux particulièrement celles du chapitre 13 relatives à :

La planéité - L'aspect - L'aplomb.

Article 1.03.27 – Tolérances dimensionnelles

Elles devront répondre aux exigences des DTU 21 et 23.1 et de la NFP 01.102.

Article 1.03.28 - Ragréages

Les produits employés devront être titulaires du A.T. du CSTB.
Leur emploi sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Article 1.03.29 – Trous, percements et scellements

L'Entrepreneur de maçonnerie doit la réservation, au moment du coffrage, dans ses ouvrages en béton armé ou non, de tous les trous et percements demandés par les autres corps d'état qui établiront pour cela, et en temps opportun, des plans cotés avec toutes les indications nécessaires.

Les entreprises de corps d'état de second œuvre établissent, pendant la période de préparation du chantier, leurs plans d'atelier et de chantier, et notamment les documents définissant les dimensions et implantations des réservations. Cette prestation est donc établie en temps utile et sur des documents directement exploitables ; les réservations sont implantées par rapport aux éléments de structure.

Après accord du Maître d'œuvre, ces documents sont diffusés aux intervenants concernés : Architectes, B.E.T., entreprises, contrôles, ...

Le responsable en charge des études d'exécution vérifie la compatibilité des réservations avec les éléments constructifs et les reporte sur les plans d'exécution. Les entrepreneurs concernés doivent vérifier les plans BA avant toute exécution.

Les entrepreneurs concernés ont l'obligation de contrôler les ouvrages exécutés par le lot GROS ŒUVRE afin de vérifier que ceux-ci soient bien conformes à leurs besoins. En particulier les détails répétitifs seront contrôlés dès la réalisation du premier.

En cas de retard ou de modification dans la fourniture des renseignements, l'entrepreneur défaillant supportera les frais en résultant, soit temps passé pour la reprise des plans et frais de tirage correspondants, soit mise en œuvre par l'entreprise habilitée, après accord du Maître d'œuvre.

Article 1.03.30 – Protection de l'environnement

L'entrepreneur sera le seul responsable des désordres occasionnés par l'exécution de ses travaux ; préalablement à toute intervention, il devra alerter le Maître d'œuvre des risques particuliers ou désordres existants. En conséquence, toutes incidences financières ou judiciaires entraînées par le non-respect des différentes réglementations ou directives resteront à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur devra toutes les protections nécessaires des ouvrages annexes susceptibles d'être endommagés par son matériel ou personnel tant sur la voie publique qu'aux propriétés voisines et ouvrages existants.

Il devra également la protection des existants.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'application du paragraphe 4 de l'article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les camions ; le Maître de l'ouvrage et les Services de la Voirie pourront effectuer eux – même ces nettoyages si nécessaire, au compte de l'entreprise.

Article 1.03.31 – Connaissance des lieux

Bien que des plans soient joints au dossier, il est recommandé aux entrepreneurs soumissionnaires de visiter les lieux avant de remettre leur offre définitive.

Les entrepreneurs seront réputés s'être rendus sur place et avoir par conséquent établis leurs offres en parfaite connaissance des conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, de l'accès, aux abords, à la topographie et à la nature des terrains ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (transport, énergies diverses, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, et de toutes particularités propres à l'exécution des prestations du présent marché.

Les entrepreneurs ne pourront jamais objecter d'erreurs ou omissions qui puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leurs professions ou travaux annexes dus aux incidences des lieux. En conséquence, ils ne pourront se prévaloir de supplément ultérieur, indemnisation ou prolongation quelconque du délai contractuel d'exécution.

Article 1.03.32 – Essais et contrôles

L'entrepreneur devra procéder lui-même ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les essais qui seront jugés utiles par le Contrôleur Technique ou par le Maître d'Œuvre.

Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux.

L'organisme de contrôle devra obligatoirement être agréé par le Maître d'Œuvre.

Article 1.03.33 – Obligation de l'entreprise

RESPONSABILITE

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées :

- sur les bâtiments voisins
- sur les propriétés voisines
- sur la voie publique.

Elle devra les réparations, réfections et remises en état qui s'imposent. Ces réparations seront réalisées par des entreprises spécialisées, les frais étant supportés par l'entreprise du présent lot.

Il reste bien entendu que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

SECURITE

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité et notamment :

- Mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, de la voie publique, de la voie privée, des accès : échafaudages, auvent, parapluie, platelage pour protection des passants et des véhicules.
- Mise en place, pour toutes interventions sur la voie publique, d'un homme de trafic.
- Chargement des camions sur la voie publique proscrit, sauf autorisations obtenues.
- Prévoir, pendant toute la durée des travaux, un matériel de premier secours contre les risques d'incendie et d'effondrement.
- Fourniture et pose de panneaux de sécurité en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation de l'administration compétente.

NUISANCES

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux règlements en vigueur.

Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées, ainsi que des débords, est à la charge du présent lot. Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier et de la remise en état éventuelle, en fin de chantier, des voies d'accès

Article 1.03.34 – Protection des ouvrages

PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de ses ouvrages. Elle en assurera donc une protection efficace et adaptée afin d'éviter tous risques de détérioration.

Tout ouvrage détérioré avant réception des travaux sera remplacé aux frais de l'entreprise.

PROTECTION ELECTRIQUE

L'entreprise du présent lot aura à sa charge la mise à la terre et la liaison équipotentielle de l'ensemble des ouvrages métalliques de son lot.

PROTECTION ANTI-CORROSION

L'ensemble des ouvrages métalliques du présent lot sera protégé contre la corrosion.

Les vis employées seront en acier inox.

Les pattes de fixation recevront une protection par phosphate de zinc.

Les huisseries métalliques recevront en atelier une protection anticorrosion par application de peinture époxy anticorrosion.

PROTECTION DES BOIS MIS EN OEUVRE

L'ensemble des bois mis en œuvre sera protégé par un traitement anti-termites.

Article 1.04 - Coordination

L'entrepreneur du présent lot devra se prêter sans restriction aux exigences découlant d'une parfaite coordination à assurer lui – même et les autres corps d'état.

Il devra assister à toutes avec les réunions de mise au point des interfaces nécessaires, exigées par le maitre d'œuvre.

Article 1.05 - Limites de prestations

Sont dues au titre du marché sans être limitatif:

Les installations complètes conformes aux lois, décrets et règles professionnelles, y compris :

- La fourniture, le transport, la mise en œuvre, le raccordement et le réglage de tous les appareils et matériaux nécessaires à la construction et au fonctionnement normal de l'installation, telle qu'elle est définie au programme des travaux.
- Les travaux de scellement, calfeutrement et raccords.
- La peinture antirouille de toutes les parties métalliques, supports et accessoires.
- Le détail et les caractéristiques des matériels proposés ainsi que les avis techniques et procès verbaux éventuels.

- La protection des ouvrages jusqu'à la réception.
- L'amenée de courant électrique pour le chantier.
- Les travaux de percement, scellement, calfeutrement et raccords, pour tout passage de canalisations. Les rebouchements et calfeutlements de toutes les réservations sont à la charge des entreprises ayant fait la demande de ces réservations.
- L'enlèvement des gravois provenant de l'installation et leur évacuation jusqu'aux lieux de stockage temporaire sur le chantier fixés par le Maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur principal.

Article 1.06 - Coordination avec les autres corps d'état

L'entreprise titulaire du présent corps d'état conserve à sa charge en coordination avec les corps d'états ci-après :

Article 1.06.1 - Avec le présent lot

Réservations dans le gros œuvre

D'une manière générale, l'entrepreneur de gros œuvre doit l'ensemble des réservations et de rebouchage aux autres corps d'état qui auront transmis leurs plans de réservations avant exécution.

L'entrepreneur de gros œuvre doit mettre en place, régler, caler, sceller tous les éléments fournis par les autres corps d'état suivant leurs indications.

Il doit incorporer au coulage du béton tout fourreau, dormants, cadres, huisseries, cornières, etc...

Il est responsable du positionnement et du bon état de l'ensemble de ces éléments jusqu'à l'utilisation par l'entreprise fournisseur.

Les canalisations d'électricité seront mises en place par l'entreprise d'électricité.

L'entrepreneur de gros œuvre doit implanter et réserver les ouvrages demandés par les autres entreprises, en particulier, les trous, percements horizontaux, défoncés, feuillures, socles, etc..., ainsi que tout renfort nécessaire.

L'entrepreneur de gros œuvre doit impérativement faire valider les réservations, qu'il a réalisé, par les entrepreneurs auxquels elles sont destinées, en prenant soin de contrôler la position, l'emplacement et les dimensions des dites réservations.

Percements, trous, saignées

Les saignées dans les cloisons seront réalisées par l'entreprise utilisatrice conformément au DTU relatif au matériau constitutif de la cloison. Cette entreprise devra également les raccords d'enduit à de façon à obtenir un parement de qualité au moins égale à celle de la paroi dans laquelle aura été réalisée la saignée.

Article 1.06.2 - Avec le corps d'état "Etanchéité"

Coordination pour traitements des réservations nécessaires à ces lots (ouvertures, réservations de planchers hauts, ...)

Article 1.06.3 - Avec le corps d'état "Bardage métallique - Serrurerie"

Coordination pour traçage sur site et positionnement des futures ouvertures nécessaires à ce lot et aux pénétrations dans le bâtiment existant en jonction avec le bâtiment d'extension.

Article 1.06.4 - Avec le corps d'état "Carrelage-sols-résines-peinture"

Coordination pour traçage sur site et positionnement des futurs matériels et futures réservations nécessaires à ce lot, lorsque spécifié (caniveaux et siphons de sol notamment).

Article 1.06.5 - Avec le corps d'état "Menuiseries – Plâtrerie – Plafonds"

Coordination pour traçage sur site et positionnement des futurs matériels et futures réservations nécessaires à ce lot, pour les encadrements de portes notamment.

Article 1.06.6 - Avec Le Corps d'état "Electricité courants forts et courants faibles"

Coordination pour attentes électriques et passage des câbles avec réservations lorsque précisé.

Article 1.06.7 - Avec Le Corps d'état "Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation"

Coordination pour attentes au niveau des sols (évacuations) et tracés sur site avant dallages à charge du présent lot.

Article 1.06.8 - Avec Le Corps d'état "Froid-Panneaux-Caniveaux inox"

Coordination pour réservations au niveau du sol de l'extension pour évacuation des condensats d'évaporateurs de chambres froides et locaux climatisés notamment.

Article 1.06.9 - Avec Le Corps d'état "Matériels de cuisine - Laverie"

Coordination pour prise en compte des descentes de charges des matériels sur les dallages.

Article 1.07 - Rebouchages

Le titulaire du présent lot aura à sa charge l'ensemble des rebouchages dus à ses travaux.

Article 1.08 - Protection des matériels et ouvrages

Pendant la durée des travaux jusqu'à la mise à disposition des utilisateurs, toutes les dispositions seront prises par l'entrepreneur du présent corps d'état pour assurer la protection de ses ouvrages.

Il prendra toutes mesures nécessaires pour protéger ses ouvrages et ses approvisionnements contre le vol et les dégradations pendant la durée des travaux.

Article 1.09 - Pièces à fournir par l'entreprise

L'Entreprise doit remettre les documents techniques suivants, en nombre d'exemplaires demandés dans les documents Administratifs.

Article 1.09.1 - A la Remise des Offres

Un devis descriptif technique et quantitatif détaillé précisant la liste exacte des travaux compris (le Soumissionnaire ne devra en aucun cas faire usage d'une formule du genre " tout matériels et travaux non explicités ou définis ". Cette clause serait automatiquement nulle et non avenue), un quantitatif estimatif avec les quantités (suivant DPGF joint)

Article 1.09.2 - Avant Passation de la Commande

Confirmation du matériel et des travaux à réaliser.

Article 1.09.3 - Pendant la Période de Préparation

L'Entreprise soumettra l'approbation du Maître d'œuvre conformément au planning d'exécution :

- les plans et coupes détaillés des travaux devant être réalisés
- les plannings d'études, de commandes, d'approvisionnements

Article 1.09.4 - Après la Période des Travaux

L'Entreprise devra fournir en fin de travaux les documents ayant servi à la réalisation des travaux et remis à jour conformément à l'exécution.

Article 1.10 - Organisation du chantier - délais - pénalités

L'entreprise se reportera aux prescriptions fixées par le CCAP, PGC et le planning DCE joints au dossier.

Article 1.11 - Dossier de récolement

A l'achèvement des travaux, le titulaire devra remettre les séries de plans indiquant l'implantation réalisée des matériels et des réseaux sur lesquels seront précisées leurs caractéristiques, comportant en particulier:

- Les plans d'implantation, de coffrages, de ferrailages
- Les notes de calcul d'exécution
- Les plans des réseaux d'évacuation en sol

Article 1.12 - Réception des ouvrages

Après réception des procès-verbaux, des plans de récolement, la réception sera prononcée. Si le résultat a été satisfaisant et si l'installation est conforme au présent descriptif et que l'entreprise a bien fourni tous les éléments de l'installation, tels qu'ils ont été spécifiés au devis descriptif.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

Article 1.13 – Références administratives

Les interlocuteurs pour cette opération seront :

Maître d'ouvrage

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE BORDEAUX
Département des Affaires Immobilières
188 rue de Pessac – CS 21509
33062 BORDEAUX Cedex
Tél. : 05.54.52.83.90 – Portable : 06.18.95.24.21
Interlocuteur : Madame MITZIOVITCH Sarah – sarah.mitziovitch@justice.fr

Utilisateurs

CENTRE DE DETENTION D'UZERCHE
Route d'Eyburie
19300 UZERCHE
Tél. : 05.55.73.87.00
Interlocuteur : Mr SENDER – benoit.sender@justice.fr

Maître d'œuvre :

C2J Ingénierie
7 place de la mairie - 16230 SAINT GROUX
Tél. : 05.45.92.63.72 – c2jingenierie@wanadoo.fr
Responsable : Monsieur PETURAUD

Bureau de contrôle :

ALPES CONTROLES
20 bis, boulevard d'Amiral Grivel
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. : 05.19.08.18.20 – brive@alpes-controles.fr

Coordonnateur S.P.S :

ALPES CONTROLES
20 bis, boulevard d'Amiral Grivel
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. : 05.19.08.18.20 – brive@alpes-controles.fr

Coordonnateur SSI :

PERSPECTIS
2363 avenue des Landes
47310 SERIGNAC SUR GARONNE
Tél. : 0.810.81.1193 – perspectis.conseil@free.fr

Article 1.14 – Etablissement de l'offre

L'entreprise devra se rendre sur les lieux, afin d'évaluer l'importance des travaux ainsi que les conditions d'accès et de travail à effectuer. La visite des lieux avant l'estimation est subordonnée à l'obtention d'un rendez-vous auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Des dates de visites seront proposées dans le règlement de consultation, ainsi que les personnes à contacter et interlocutrices du projet du site Centre de Détention d'Uzerche.

ATTESTATION DE VISITE SUR PLACE PREALABLE A L'ETABLISSEMENT D'UNE OFFRE
--

Document à remettre avec l'offre

Objet du marché : **CENTRE DE DETENTION D'UZERCHE (19)**
Aménagement et extension de la cuisine

Locaux ou installations visités :

Je soussigné (nom, prénom, fonction), représentant le Maître d'ouvrage :

.....
.....
.....

Certifie que l'entreprise

.....

représentée par (nom, prénom, fonction)

.....
.....
.....
.....

a réalisé la visite des locaux ou des installations concernant le marché sus indiqué avant remise de son offre.

Le représentant du Maître d'ouvrage

Nom et signature :

Article 1.15 – Planning / Phasage travaux / Contraintes

1°) Planning d'exécution

Les travaux seront exécutés dans un délai global de 18 mois y compris 2 mois de préparation de chantier selon planning DCE joint au présent cahier des charges.

2°) Phasages

Les travaux seront réalisés en 8 phases distinctes.
Selon plans de phasages joints et planning de travaux.

Phases n° 1 et n° 4/5 : Travaux de construction de l'extension

Phases n° 2, 3, 6, 7 et 8 : Travaux dans l'existant

3°) Contraintes des travaux

Les travaux sont à réaliser dans un établissement pénitentiaire type Centre de Détention.

Les accès se feront via la PEP (Porte d'Entrée Principale) avec contrôles d'identité, contrôles des véhicules.

L'accès au chantier se fera via le quai de livraison dans cour principale.

Le titulaire du présent lot tiendra compte dans son offre de l'ensemble de ces contraintes pénitentiaires.

Article 1.16 – Bureau de contrôle

Le contrôle sera assuré par le bureau de contrôle ALPES CONTROLES.

Le titulaire du présent lot devra prendre en compte les éléments suivants :

Le rapport initial fait partie des pièces contractuelles des marchés, tous les attendus, sans exception seront à considérer quand bien même, ils n'auraient pas été portés au DPGF.

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, notes de calcul, schémas, références avis technique, cahiers des charges cités par le contrôleur dans son rapport initial ou demandé en cours de chantier.

Ces documents doivent lui être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages s'y rapportant.

Article 1.17 – Présentation générale des travaux

Pour le présent lot, les travaux concerneront de manière générale :

- Travaux d'installations et de protections de chantier
- Travaux de construction bâtiment extension (fondations, élévations, planchers, ...)
- Travaux de VRD de plateforme d'extension
- Travaux de réseaux en sol
- Travaux de rompures et cadres bétons

DESCRIPTION DES TRAVAUX PREPARATOIRES ET D'INSTALLATIONS DE CHANTIER

Article 1.18 – Travaux préparatoires et d'installations de chantier

Article 1.18.1 – Plans et études préparatoires

Les plans de la maîtrise d'œuvre définissent les principes fonctionnels de l'ouvrage.

Les plans d'exécution et les plans d'atelier et de chantier sont à la charge des entreprises, ces plans reprendront tous les ouvrages nécessaires à la réalisation du projet conçu par la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises doivent les plans d'exécution en synthèse avec les corps d'état dont les ouvrages sont contigus à leurs ouvrages.

En outre les entreprises fourniront :

- les notes de calcul
- les caractéristiques des matériels proposés
- les détails et épures
- les plans de repérage des différents types d'ouvrage
- les plans des réservations comportant leurs dimensions en cotes brutes et leur implantation par rapport à des nus d'ouvrages ou à des axes de référence

Les éléments seront repris jusqu'à ce qu'ils soient validés sans réserve de la part du maître d'œuvre ou du Bureau de contrôle.

Les éléments seront remis en temps utile, suivant planning études/travaux et au moins 1 mois avant le début d'exécution du lot.

Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre doit le VISA des études et plans.

Les entreprises sont averties que seuls les plans visés par le maître d'œuvre permettent l'exécution des travaux.

Elles prendront toutes précautions nécessaires pour fournir dans les temps tous les éléments au maître d'œuvre.

Le rejet des plans et étude par le maître d'œuvre est sans incidence sur le planning des travaux, les entreprises mettront en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des travaux dans les délais prévus au marché.

Article 1.18.2 – Installations de chantier

1°) Installations de chantier (cf. plans PRO et plans de phasage)

Installation de chantier à réaliser en fonction du phasage des travaux, nécessaire à la réalisation des ouvrages, conformément aux prescriptions du PGC-SPS, comprenant tous accès au chantier, voies de chantier, fermetures provisoires et portails de chantier, entretien et déplacement, bureaux et sanitaires de chantier, le tout conformes aux prescriptions du CCAP et PGC.

De plus, l'entrepreneur du présent lot devra pendant toute la durée des travaux :

- Les branchements en fluides et énergies et raccordement pour évacuation des réseaux EU/EV et EP des cantonnements,
- Tous les panneaux, feux et autres signalisations nécessaires pour la signalisation de l'accès du chantier.
- L'installation et le maintien de la clôture de chantier, y compris toutes les modifications ou déplacements nécessaires.
- La mise en place de la benne à gravats et son entretien comprenant l'évacuation régulière des déchets et au minimum une fois par semaine.
- Tous dispositifs de protection des biens et personnes et signalisations en limite du chantier.
- L'ouverture et la fermeture des différents accès au chantier quotidiennement.
- La maintenance de l'ensemble des installations.

Sont également dus au titre du présent article :

- La fourniture, la pose et l'entretien d'un panneau de chantier
- Un référé préventif d'état des lieux des voiries et avoisinants en limite d'intervention et des bâtiments existants en limite d'intervention.
- L'entrepreneur établira et soumettra, au Maître d'Œuvre, son plan d'installation de chantier, étudié sur fond d'aménagement de sols. Devront y figurer toutes les installations fixes et mobiles (sanitaires, réfectoire, branchements eau et électrique, protections diverses, etc.).
- Le repliement en fin de chantier de l'installation générale et la remise en état des plateformes d'assise.

Le titulaire du présent lot devra en coordination avec les autres lots, les éléments d'installations de chantier sur site comprenant :

- Barrières de cantonnement de type HERAS avec plots composites stabilisateurs et crochets de maintiens
- 2 barrières avec roues de type mobiles + cadenas et chaîne à code

2°) Panneaux de chantier

Fourniture, pose et mise en œuvre d'un panneau de chantier comprenant :

- Logo ministère de la justice + adresse + coordonnées
- Logo maître d'œuvre + bureau de contrôle + SPS + adresses + coordonnées
- Adresse + coordonnées de chaque entreprise retenue
- Panneau support imputrescible de dimensions (Hxl) : 1m50 x 1m00
- Dépose en fin de chantier

3°) Fermetures provisoires

Le titulaire du présent lot aura à sa charge les protections de chantier de l'ensemble de la zone cuisine avec :

- Mise en place de panneau OSB entre la zone extension et le bâtiment existant au fur et à mesure des phases pour les travaux de rompures notés R1.
- Mise en place de SAS étanches avec double polyanes pour les travaux de rompures notés R1 avec scotch, étalements provisoires et accessoires pour chacune des phases concernées.

4°) Benne de chantier

Une benne pour les déchets et gravats sera à prévoir par le présent lot et positionnée zone cour technique.

Celle-ci qui devra exécuter plusieurs rotations servira pour le présent lot (démolitions, évacuations gravats, ...) dans un premier temps et aux autres lots de second œuvre à la demande, même si chaque lot aura à sa charge l'évacuation de ses déchets.

Cette dernière sera prise en charge à minima à raison d'une benne par phase de travaux.

5°) Base de vie

Les locaux WC / Douches / Salle réfectoire-réunion et vestiaires seront mis gracieusement à disposition par le Centre de détention d'UZERCHE. Le titulaire du présent lot devra l'entretien hebdomadaire à minimum de ces locaux tout au long du chantier. Ces locaux seront validés avec le CSPS et le centre de détention au plus près du chantier.

DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEPOSES / DEMOLITIONS

Article 1.19 – Travaux de déposes et de démolitions

Article 1.19.1 – Déposes – démolitions - généralités

Les présentes prescriptions générales ont pour objet de définir les démolitions à effectuer sur le chantier, c'est-à-dire la démolition complète des ouvrages décrits ci-après, par tous les moyens appropriés à la taille et à la situation de ladite démolition, et nécessitant des installations, des protections, échafaudages, matériels et moyens particuliers.

La prestation comprendra :

- enlèvement des matériaux au fur et à mesure de la démolition et en fonction de chacune des phases.
- descellement, dégarnissage, enlèvement des prises, regarnissage de tous les trous et saignées dans l'existant,
- démolition des ouvrages de structure par scie diamantée compris tranchage, abattage ou démolition progressive, suivant le cas,
- toutes protections réglementaires, signalisation, moyen d'exécution, platelage de service, échafaudage, protection d'appareils particuliers,
- clôture de chantier conforme à la réglementation compris aménagement d'accès (portillon),
- chargement et roulage des déblais par tous les moyens au fur et à mesure de la démolition,
- évacuation aux décharges publiques (compris foisonnement) et droits de décharge,
- s'assurer de la neutralisation et coupure de tous les réseaux fluides avant l'intervention (gaz, eau, électricité).

Le coût des débranchements est à la charge des lots concernés.

SUJETIONS PARTICULIERES DE DEMOLITION

TRAITEMENT DES POUSSIÈRES - PROTECTION DU VOISINAGE

L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour que ses travaux de démolition ne produisent aucune nuisance pouvant porter préjudice à l'ensemble du voisinage.

Pour éviter tout désagrément, l'entreprise devra veiller à ce que le niveau sonore des engins qu'elle emploie soit bien conforme aux réglementations en vigueur établies dans la zone d'exécution des travaux.

VOISINAGE

L'Entrepreneur sera responsable de tous les accidents et dommages qui, par son fait ou manque de précautions, pourraient arriver aux personnes ou locaux voisins, sans qu'il puisse arguer d'un défaut de surveillance ou de direction du Maître d'œuvre pour éluder sa responsabilité.

L'Entrepreneur demeure responsable de tous les dommages qui auraient été causés et devra garantir le Maître d'Ouvrage.

RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur par le fait de soumissionner, s'étant rendu compte des travaux à effectuer après s'être rendu sur place et visité les bâtiments, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

CONSTATS D'HUISSIER

Ces constats, qui seront imposés par le Maître d'Ouvrage, seront à la charge du présent lot qui devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Constats effectués en la présence du Maître d'Ouvrage.

Ces constats porteront sur l'état des constructions voisines avant et après intervention de l'entreprise du présent lot, lorsque réputés nécessaires.

Article 1.19.2 – Limites de prestations

A - Travaux à la charge de l'électricien :

- Déposes et neutralisations des installations électriques, incendie et intrusion.
- Mise en place d'un coffret de chantier dans chacune des zones et des phases de travaux

B - Travaux à la charge du lot Plomberie – Chauffage – Ventilation :

- Dépose et neutralisation des installations de plomberie-sanitaires-chauffage
- Mise en place d'un point de puisage.

C – Travaux à charge des lots de second œuvre

- Dépose de panneaux isothermes

D - Travaux à charge du présent lot :

- Ensemble des travaux décrits ci-après.

Article 1.19.3 – Déposes de faux plafonds de tout nature

Comprenant dépose des faux plafonds de toutes natures.

Ensemble comprenant :

- dépose des parements.
- dépose des ossatures métalliques en place, par tous moyens appropriés, compris sciage si nécessaire, tranchage, abattage ou démolition progressive, coupe des armatures.
- toutes manutentions.
- protections à la demande.
- chargement et évacuation des déblais via big-bag, puis bennes

Localisation :

Phase de travaux	Type de plafonds	Commentaires
Phase 2 – Réserve + légumerie actuelles	Dalles 600x600 et 1200x600	Compris porteurs et entretoises (hors suspentes)
Phase 3 – Préparation froide actuelle	Coffres panneaux	En coordination avec le lot 8
Phase 4 – Conditionnement + CF produits finis actuels	Coffres panneaux	En coordination avec le lot 8
Phase 5 – Préparation chaude + Plonge batteries actuelle	Dalles 600x600	Compris porteurs et entretoises (hors suspentes)
Phase 6 – Retour chariots + vestiaires	Dalles 600x600	Compris porteurs et entretoises (hors suspentes)
Phase 7 – Stock chariots + local groupes froids existants	Dalles 600x600	Compris porteurs et entretoises (hors suspentes)

Photo non contractuelle



Type de plafond à déposer

Article 1.19.4 – Démolition de doublages de toutes natures

Travaux comprenant :

- La démolition complète des doublages de toutes natures et des ouvrages incorporés par tous moyens appropriés.
- Toutes sujétions de protection des ouvrages conservés.
- Le chargement et l'évacuation des déblais aux décharges publiques au fur et à mesure des travaux.
- Les protections et la sécurité.

Nota : les doublages repérés sur site sont de type doublage sur ossature métallique, doublage en carreaux de plâtre ou carreau de brique, panneaux inox ou bois en soubassement, ...

Localisation : Pour phases 2 à 5 – Bardages au droit des rompures notées R1.

Article 1.19.5 – Déposes des menuiseries existantes

Dépose des menuiseries de toutes natures, comprenant :

- dépose des vantaux et des dormants.
- dépose soignée des huisseries.
- toutes manutentions.
- protections à la demande.
- chargement et évacuation des déblais aux décharges publiques.

Localisation :

Phase de travaux	Eléments à déposer	Commentaires
Phase n° 2 – Réserves + Légumerie actuelles	1 porte + bâti acier accès circulation déchets 1 porte + bâti acier accès préparation froide 1 porte + bâti acier accès légumerie	En coordination avec le lot 4
Phase n° 3 – Préparation froide actuelle	2 portes + bâti acier côté déconditionnement	En coordination avec le lot 4
Phase n° 4 – Zone conditionnement + CF produits finis	2 portes bâti acier côté produits finis et stock chariots	En coordination avec le lot 4
Phase n° 5 – Zone préparation chaude actuelle	1 porte + bâti acier côté circulation déchets 1 porte + bâti acier côté plonge batteries	En coordination avec le lot 4

Article 1.19.6 – Démolitions de murs existants en parpaing de 15 (ou brique de 10)

Le titulaire du présent lot devra la démolition de murs existants avec :

- Traçage sur site avant démolition
- Découpe par sciage diamant
- Evacuation des démolitions

Localisation : Selon plan PRO01 – Murs en blocs béton creux de 15 cm (et/ou briques) vestiaires sanitaires + sanitaires détenus (Phase n° 6).

Article 1.19.7 – Démolitions de plinthes carrelées

Le titulaire du présent lot aura à sa charge, en coordination avec les autres lots et en fonction des phasages des travaux, la dépose des éléments carrelés suivants :

- Dépose manuelle des plinthes à talons actuelles
- Mise à disposition à l'établissement
- Rebouchement au ciment des pieds de cloisons et/ou murs ainsi dépourvue de leurs plinthes

Photo non contractuelle



Exemple de plinthes à déposer

DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DALLAGES ET MURS EXISTANTS

Article 1.20 – Travaux sur dallages existants

Article 1.20.1 – Travaux de décaissés

Le titulaire du présent lot devra la démolition de dallages existants dans le cadre du remplacement ou compléments de siphons et/ou caniveaux et comprenant :

- Traçage sur site et repérages
- Piochage de dallage manuel et/ou mécanique
- Toutes manutentions et protections à la demande
- Chargement dans big-bag et évacuation au fur et à mesure, jusqu'à la benne extérieure (zone quai)
- Réalisation de décaissés périmétriques aux caniveaux et/ou siphons

Localisation :

Phase de travaux	Démolitions à réaliser	Commentaires
Phase n° 2 – Réserves + Légumerie	5 décaissés pour caniveaux 400x400	Repère DCS sur plan
Phase n° 3 – Préparation froide	2 décaissés pour caniveaux 400x400	Repère DCS sur plan
Phase n° 4 – Conditionnement	3 décaissés pour caniveaux 400x400	Repère DCS sur plan
Phase n° 5 – Préparation chaude	3 décaissés pour caniveaux 800x400 1 décaissé pour caniveau 400x400 2 décaissés pour siphons 20x20	Uniquement de 20 cm en périphérie avec dépose caniveaux existants
Phase n° 6 – Lavage chariots + retour chariots	4 décaissés pour caniveaux 400x400	Repère DCS sur plan
Phase n° 7 – Stockage chariots	1 siphon à reboucher 1 décaissé de caniveau 400x400	Repère Pcs sur plan

Article 1.20.2 – Travaux de réseaux en dallages existants

Le titulaire du présent lot aura à sa charge la fourniture, pose et mise en œuvre de réseaux d'évacuation en dallages existants, en complément des réseaux existants.

Pour information, des relevés topographiques des réseaux existants par passage caméras sont en cours et seront à prendre en compte avant exécution des travaux de réseaux neufs.

1°) Tranchées en dallage

- Tracés sur site (phase/phase)
- Découpe de sol à la scie carbure à eau
- Après passage de réseaux, rebouchage avec sable, calage d'altimétrie, gros béton et finition balayée au nu du carrelage existant
- Reprise des aciers avec libages et accessoires

Localisation : Selon plan PRO02 et DPGF

2°) Regards étanches

- Découpe dallage pour encastresments de regards
- Regards étanches dimensions 50x50 prêt à carrelar
- Joints d'étanchéité + clefs de blocage aux 4 angles

Localisation : Selon plan PRO02 et DPGF

3°) Réseaux sous dallage

Fourniture et pose de canalisations en PVC, comprenant :

- Toutes sujétions de pose et de mise en place dans les tranchées et/ou réservations
- Canalisations préfabriquées en éléments droits, compris joints élastomère de type à glissement avec patte à joint étanche aux raccordements entre éléments
- Levage, manutention
- Emboîtement des éléments entre eux
- Piquages et raccordements étanches sur regards
- Remblaiement après pose des canalisations

Localisation : Selon plan PRO 02 et DPGF

Article 1.21 – Travaux d'ouvertures dans murs existants

Article 1.21.1 – Ouvertures en sous-œuvre

Ouverture en sous-œuvre comprenant :

- Dépose et évacuation des menuiseries en place le cas échéant.
 - Mise en place d'échafaudages, de butons, d'étrésillons et d'étais nécessaires à la réalisation de l'ouverture.
 - Installation de protections pour conservation en état des ouvrages existants.
 - Rainures horizontales à pleins murs pour création de linteaux BA.
 - Réalisation de linteaux BA comprenant béton, coffrage et aciers.
 - Saignées verticales à pleins murs.
 - Démolition par petites parties, en sous-œuvre, de maçonnerie existante.
 - Confection de jambages en potelets ciment pleins ou en béton coffré.
 - Saignées horizontales en dalles.
 - Réalisation de seuil BA comprenant béton, coffrage et aciers.
 - Ragrée au sol pour remise à niveau sans désaffleurement.
 - Tableaux enduits au ciment y compris arêtes dressées et garnissage des cadres, teinte au choix de du maître d'œuvre.
 - Réfection d'enduit ciment au pourtour de l'ouverture sur les deux parements.
 - Descente, roulage, chargement et évacuation des gravois aux décharges publiques.
- Y compris façon de prises et lancis dans l'existant.

Nota : Avant commencement des travaux, l'entreprise soumettra au maître d'œuvre et au Bureau de contrôle pour accord la méthodologie qu'elle souhaite mettre en œuvre.

1°) Baie de largeur variable dans mur maçonné

Ouverture en sous-œuvre comprenant :

- Seuil BA de 25xht20
- Poteaux béton 15x20 (hauteur 2m10)
- Linteau béton préfabriqué 140x20x20
- Empochements dans murs existants + sommiers en BA

Localisation :

Phase de travaux	Ouvertures à créer	Commentaires
Phase n° 2 – Réserves + Légumerie	3 ouvertures dans soubassement épaisseur 20 cm – 113x210 cm 1 ouverture dans mur béton côté circulation 113x210 cm	Repère R1 sur plan (en coordination avec le lot 3) Repère 01 sur plan
Phase n° 3 – Préparation froide	1 ouverture dans soubassement épaisseur 20 cm – 113x210 cm 1 ouverture dans mur béton entre préparation froide et préparation chaude 113x210 cm	Repère R1 sur plan (en coordination avec le lot 3) Repère 01 sur plan
Phase n° 4 – Conditionnement + CF produits conditionnés	1 ouverture dans soubassement épaisseur 20 cm – 113x210 cm 1 ouverture dans mur béton entre CF et laverie de dimension : 160x210 cm	Repère R1 sur plan (en coordination avec le lot 3) Repère 01 sur plan
Phase n° 5 – Préparation chaude	1 ouverture dans mur béton entre préparation chaude et circulation déchets de 110x210 cm	Repère 01 sur plan
Phases n° 7 et n° 8	1 ouverture dans mur béton du local compresseurs actuel 113x210 cm 2 ouvertures dans mur béton creux	Repère 01 sur plan Repère 02 sur plans 1 de 113x210 1 de 83x210

Article 1.21.2 – Rebouchements dans murs existants

Le titulaire du présent lot devra au fur et à mesure des phases de travaux de rebouchements d'ancienne ouvertures et/ou portes et comprenant :

- Repérages sur site et sur plans
- Rebouchement par agglomérés de ciments creux type parpaings de 15 à 20 cm de large
- Finition d'enduits base ciments finition talochée et/ou lisse selon le cas

Localisation : Phase n° 2 – Fermeture ancienne porte côté ex-légumerie (100x210 cm)

DESCRIPTION DES TRAVAUX NEUFS D'EXTENSION

Article 1.22 – Travaux neufs pour l'extension

Le titulaire du présent lot aura à sa charge l'ensemble des travaux du bâtiment d'extension, des fondations aux élévations jusqu'aux réseaux sous dallage.

Article 1.22.1 – Fondations / Radier / Bêches / Nervures

Selon préconisations du BET Structures et de l'étude de sol (DIAGSOL) (cf. plans en annexe), le titulaire du présent lot devra une fois la plateforme réalisée (cf. description des travaux VRD), les travaux de fondations suivants :

1°) Radier général

Mise en œuvre d'un radier béton armé général ayant les caractéristiques suivantes :

- Isolant type TMS 60 mm
- Epaisseur de radier : 20 cm
- Radio HA+TS à 12 kg/m²
- Finition lissé à l'hélicoptère pour carrelage collé et/ou scellé
- Tolérance : ± 1 cm / 2 mètres

Localisation : L'ensemble du plancher bas de l'extension en 2 phases (phase 1 et phase 4).

Important : Pour la zone située sous la future chambre froide négative, le présent lot prévoira une réservation pour future plancher lambourdé du lot n° 8 (Froid / Panneaux) à – 8 cm minimum (valeur à valider en exécution avec le lot n° 8).

2°) Bêches périphériques

Mise en œuvre de bêches périphériques ayant les caractéristiques suivantes :

- Tranchée en plein de 30x60 (largeur x hauteur)
- Traitement anti-termite obligatoire
- Bêche en béton armé de :
 - o Largeur x hauteur : 20x50 cm
 - o Ratio : HA à 120 kg/m³

Localisation : En périphérie de l'extension et en soubassement des murs d'élévations en béton selon plan « Fondations dalle basse ».

3°) Nervures

Mise en œuvre de nervures en béton armées ayant les caractéristiques suivantes :

- Nervures BA de :
 - o Largeur x hauteur : 25x50 cm
 - o Ratio : HA à 120 kg / m³

Localisation : En fonction des poteaux et murs d'élévations en béton selon plan « Fondations dalle basse ».

4°) Joints de dilatations

Confection de joints de dilatations marqués en plancher selon plan tout le long du bâtiment existant et entre les 2 extensions (extension phase 1 + extension phase 4).

5°) Semelles isolées

Pour les futurs appuis de la coursive couverte (retour poubelles), le titulaire du présent lot devra la réalisation de semelles isolées ayant les caractéristiques suivantes :

- Excavations en sol pour futs et semelles
- Semelles isolée BA : 70x70x20 cm (lxLxh)
- Ratio : 120 kg / m³
- Fûts BA : 40x40x40 cm (lxLxh)
- Ratio : 120 kg / m³

Localisation : Ensemble des futurs poteaux de la coursive couverte.

Article 1.22.2 – Elévations / Plancher haut

Selon préconisations du BET Structures, le présent lot devra les travaux d'élévations et de plancher haut béton suivants :

Article 1.22.2.1 – Maçonnerie en aggloméré de ciment

Fourniture et montage d'agglomérés de ciment creux, semi-pleins ou pleins pour façon de murs et cloisons :

- Blocs de granulats courants B60 mini, préfabriqués en usine et hourdés au mortier de ciment
- Coupes et chutes de blocs
- Gâchage de mortier
- Implantation précise
- Réglage de rectitude et aplomb
- Garnissage et serrage en tête et en pignons, de part et d'autre de l'élément monté contre les éléments de structure adjacents
- Happes à scellement pour liaisonnement sur les côtés
- Finition des joints écrasés sans débords de plus de 2 mm
- Nettoyage après coup de toutes coulures de laitance de part et d'autre de la paroi et au sol
- Mise en place des éléments spéciaux nécessaires à la réalisation des chaînages verticaux et horizontaux, linteaux et raidisseurs, planelles isolées en rives des planchers.
- Coulage des différents renforts de BA en béton suivant norme EN 206-1, vibré en place par aiguille vibrante, après mise en place des armatures de renforts, conforme aux prescriptions de l'Ingénieur BA.
- Toutes réservations pour passage de pièces de charpente.
- Echafaudages à toutes hauteurs.

L'exécution des murs sera conforme au DTU 20.1.

Leurs caractéristiques géométriques, physiques et mécaniques devront être conformes aux normes NF P 14-101 et NF P 14-301.

Les maçonneries de ces éléments seront montées à joints croisés, au mortier de ciment y compris sujétions d'arase, de calfeutrement, de finition, linteaux, raidisseurs et chaînages.

Le raidissement des murs devra être assuré par des chaînages en béton armé et, si nécessaire, par potelets en béton armé, remplissant les harpes laissées en attente au montage de la maçonnerie. Une parfaite liaison entre les ouvrages en béton et ceux en maçonnerie sera exigée. Il faudra donc prévoir des fers en attente, pattes à scellement, repiquage des parements trop lisses, etc... par tous moyens appropriés à proposer par l'Entrepreneur.

L'exécution des chaînages, raidisseurs et hampannages sera conforme au DTU 23.1 et DTU 21.

1°) Murs en agglos creux

Réalisation de mur en agglos de ciment, travaux comprenant :

Murs en maçonneries de parpaings creux de granulats lourds, compris chaînages, linteaux et raidisseurs en béton, compris poteaux intégrés et têtes de murs en béton armé.

Parpaings pour les murs porteurs, épaisseur 20 cm

Finition de surface par joints lissés, et enduit hydraulique en pignons et côté coursive et accessoires (baguettes aluminium,)

Le rejointoiement sera exécuté après le montage des parois.

La mise en œuvre comportera tous les éléments raidisseurs nécessaires (poteaux, linteaux, chaînages) qui seront réalisés en béton armé et incorporés dans des éléments spéciaux évidés.

Localisation :

Parpaing de 20

En élévation mur de l'extension selon plan béton désigné « Plancher Haut RDC » le bac acier de toiture, et toutes sujétions.

Article 1.22.2.2 – Chainages / Poteaux / Poutres BA / Acrotère

Le titulaire du présent lot devra selon plan Béton « Plancher Haut RDC » l'ensemble des travaux suivants :

1°) Chainages verticaux

Mise en œuvre de chainages verticaux pour :

Repère CV :

- Chainage vertical dans bloc béton creux
- HA à 2.5 kg/ml

Repère CV2 :

- Chainage vertical coffré
- Dimensions 20x20 cm
- HA à 4 kg/ml

Localisation : Selon plan et DPGF

2°) Poteaux BA

Mise en œuvre de poteaux bétons verticaux en soutien de poutres B.A selon plan avec :

Repère P :

- Poteaux BA
- Dimensions 20x20 cm et de hauteur selon plan de coupe et DPGF
- HA à 100 kg / m3

Localisation : Repères P sur plan et selon DPGF

3°) Chainages horizontaux

Mise en œuvre de chainages horizontaux, noyés dans plancher et comprenant :

Repère CH :

- Chainage horizontal noyé
- HA à 2.5 kg / ml
- Dimensions (Lxh) : 20x10 cm

Localisation : Selon plan et DPGF

4°) Acrotères

Confection d'acrotères en béton armé en coordination avec le lot n° 2 (étanchéité) et comprenant :

Repère AC :

- Acrotère en B.A
- Dimensions (largeur x hauteur) : 20x50 cm
- Longueur : Selon DPGF
- H.A à 80 kg / m3

Localisation : En périphérie de l'extension selon DPGF et plan.

5°) Poutres en béton armé

Fourniture, pose et mise en œuvre de poutres en béton armé selon plan béton « Plancher Haut RDC » et comprenant :

Repère Pt :

- Poutre en béton armé
- Dimensions (Largeur x hauteur) : 20x50 cm ou 40x50 cm
- HA à 160 kg / m3

Localisation :

Zone extension selon plan en 20x50 cm

Zone au-dessus CF produits finis en 40x50 cm (pas de poteau intermédiaire)

6°) Sommiers en béton armé

Confection et mise en œuvre de sommiers en béton armé avec :

- Sommiers BA dans maçonnerie d'élévation
- Dimensions (Lxlxh) : 40x20x20 cm
- HA à 60 kg / m³

Localisation : Selon plan côté coursive pour appui pannes et traverses métalliques du lot 3.

Article 1.22.2.3 – Planchers hauts

Le titulaire du présent lot devra la mise en œuvre, en coordination avec le lot n° 2 Etanchéité, de planchers hourdis préfabriqués ou de planchers coulés selon le cas et comprenant :

1°) Planchers hourdis

- Plancher préfabriqué en blocs de béton creux
- Modèle épaisseur 12 cm
- Poutrelle hourdis en té en béton armé
- Entrevous négatif pour porte à faux
- Coulage plancher béton armé épaisseur 5 cm, à 150 kg / m²

Localisation : Selon plan et DPGF, zone extension en 2 phases de travaux.

2°) Plancher coulé en place

- Plancher en béton armé coulé sur place
- Epaisseur de plancher : 17 cm
- Ferrailage HA + TS au ratio de 18 kg / m²
- Réservations pour puits de lumière avec poutre BA formant chevêtres de 80x80 cm

Localisation : Selon plan et DPGF, zone en porte à faux entre extension et existant.

Article 1.22.3 – Réseaux sous dallages / regards

Le titulaire du présent lot devra l'ensemble des réseaux d'eaux usées et vannes sous dallage selon plans et comprenant :

1°) Réseaux PVC (EU-EV)

Fourniture et pose de canalisations en PVC, comprenant :

- Toutes sujétions de pose et de mise en place dans les tranchées et/ou réservations
 - Canalisations préfabriquées en éléments droits, compris joints élastomère de type à glissement avec patte à joint étanche aux raccordements entre éléments,
 - Levage, manutention,
 - Emboîtement des éléments entre eux,
 - Piquages et raccordements étanches sur regards,
 - Remblaiement après pose des canalisations,
- Nature des canalisations : suivant détail ci-dessous.

Localisation :

Réseaux des siphons de sol DN100

Réseaux WC (EV) et lave-mains DN 100

2°) Regards étanches

Réalisation sur site de regards maçonnés pour réseaux d'eaux usées, eaux vannes et comprenant :

- Traçage sur site
- Fond de regard béton coulé sur place
- Cunette et fonds de forme
- Cadre pour couvercle de regard fontes étanches
- Couvercles fontes avec joints d'étanchéité et vis d'inviolabilité (4)

Localisation :

Phase 1 : 1 regard EU 40x40 dans circulation

Phase 4 : 1 regard EU 40x40 côté vestiaires (SAS)

3°) Siphons de sols / Attentes en sol

Le titulaire du présent lot devra en coordination avec le lot carrelage, revêtement de sols, les réservations nécessaires pour la mise en place des siphons de sol.

Mise en œuvre de plaques de polystyrène de réservations et toutes sujétions pour attentes en sol (attentes évacuations de condensats, évacuations pour WC et lavabos).

Article 1.22.4 – Plateforme BA extérieure

Exécution d'une plateforme en béton armé avec :

- Décapage terres végétales et évacuation des surplus
- Fouilles périphériques pour future plateforme
- Fond de forme calcaire compacté
- Essai à la plaque pour 500 kg/m²
- Bêches périphériques hors gel coulées sur place de 40x20 cm (Lxh)
- Exécution dallage sur terreplein, coulé en béton armé d'un treillis soudés, dosé à minima 400 kg / m³
- Epaisseur 20 cm minimum
- Toutes sujétions de décoffrages et finitions d'angles plateforme béton armé

Nota : Prévoir pente de 1 % vers regard (pour plateforme groupes).

Prévoir pente de 1 % vers T.N (pour plateforme frigos)

Localisation :

1 plateforme unique avec 2 parties distinctes (séparées par 1 clôture au niveau des extérieurs entre l'extension et les existants :

- Plateforme pour support des groupes de production de froid d'une part avec regard d'E.P
- Plateforme pour zone de nettoyage des frigos de détention d'autre part.

DESCRIPTION DES TRAVAUX DE VRD

Le présent lot aura à sa charge l'ensemble des travaux de VRD dans le cadre des travaux d'extension et de raccordements sur des installations existantes.

Article 1.23 – Travaux réseaux zone cour technique existante

Le titulaire du présent lot devra selon plan, l'ensemble des travaux des réseaux extérieurs en raccordement sur les installations existantes et comprenant :

1°) Tranchées et réseaux en sol

- Traçage sur site en coordination avec les exploitants du site (GEPSA)
- Découpe propre d'enrobé par sciage à eau et aspiration
- Tranchée en sol par engin mécanique compris excavation
- Réseau PVC série évacuation, compris coudes, tés et accessoires de raccordements – Diamètre de raccordement 160 mm
- Sable de régalinge et de calage
- Rebouchement avec gravier 0.30
- Reprise d'enrobé avec bi-couche et finition enrobé à chaud

Localisation :

Liaison sortie extension côté vestiaires

Liaison sortie local lavage côté existant (EU + EV)

Photo non contractuelle



Zone technique avec tranchée de liaisons

2°) Regards extérieurs

Fourniture, pose et mise en œuvre de regards extérieurs ayant les caractéristiques suivantes :

- Regard préfabriqué en béton
- Dimensions 500x500 mm
- Dessus fonte avec verrouillage par visserie inox
- Excavation en sol, scellement et mise en œuvre

Localisation :

1 regard côté cour technique en bout de réseau extension

1 regard côté cour technique en bout de réseau du bâtiment cuisine, à raccorder en amont du bac dégraisseur

Photo non contractuelle



Zone bac à graisses (point de raccordement)

Article 1.24 – Travaux de réseaux d'E.P de l'extension

Le titulaire du présent lot devra la fourniture, pose et mise en œuvre de réseaux d'eaux pluviales selon plan PRO02 et comprenant :

1°) Regard E.P existant

- Déplacement d'un regard E.P existant situé dans la zone neutre actuelle
- Modification et dévoiement réseau E.P actuel y compris toutes sujétions
- Remplacement grille d'avaloir avec grille verrouillable

2°) Réseaux neufs

Fourniture, pose et mise en œuvre de réseaux d'E.P neufs comprenant :

- Tranchée dans zone végétale compris excavation
- Réseau d'évacuation en tubes PVC série évacuation Ø 200 mm, y compris coudes, tés et accessoires
- Rebouchement tranchée compris sablage, calage réseaux et calcaire 0.30 compacté
- Reprise terre végétale et régalinge

Localisation : Réseaux coursive « retour poubelles »

3°) Avaloirs E.P

Fourniture, pose et mise en œuvre d'avaloirs d'eau pluviales neufs ayant les caractéristiques suivantes :

- Regard préfabriqué béton
- Dimensions : 60x60 cm – Profondeur : 80 cm
- Grille avaloir en fonte avec espacements de 5 cm maxi
- Accessoires de fixation de grille avaloir pour verrouillage à clefs impératif à empreinte mâle triangulaire

Localisation :

Sous coursive couverte – retour poubelles selon plan (Qté : 3)

Zone plateforme béton groupe froids (Qté : 1)

Article 1.25 – Travaux de plateforme extension

Le titulaire du présent lot devra en coordination avec le maître d'œuvre et les usagers, la création d'une plateforme de réception de l'extension et comprenant :

- Piquetage et traçage sur site de l'emprise de l'extension
- Curage de terre végétale compris évacuation
- Excavation des terres et matériaux sur la superficie de la plateforme à créer avec 1 mètre périphérique (zone d'accès à rendre propre pour le chantier)
- Matériaux de fondations GNT-A – GNT-B en calcaire compacté avec plusieurs couches successives
- Essais de portance avec essais à la plaque (2) et rapport d'essai

Important : L'extension bien que réalisée en 2 phases verra toutefois la plateforme générale réalisée en 1 seule phase (phase n° 1) avec un élargissement d'un mètre stabilisé périphérique pour l'accès au chantier.

Article 1.26 – Travaux d'enrobés

Le présent lot aura à sa charge, la mise en œuvre d'une finition de la zone coursoive par enrobé à chaud et comprenant :

- Régilage et compactage assise de voie (coursive)
- Régilage des regards d'E.P et des pentes
- Calage avec le lot serrurerie des bordures béton de clôtures
- 1^{ère} émulsion à chaud + gravier
- 2^{ème} émulsion et finition au finisier de dimension adaptée

Article 1.27 – Travaux divers

Le titulaire du présent lot devra avant la réalisation de la plateforme décrite à l'article 1.25 précédent, les travaux divers suivants :

1°) Travaux préparatoires (avant plateforme)

Pour permettre l'accès au chantier, le lot serrurerie déposera une clôture et le présent lot mettra en œuvre pour cette zone :

- Décapage terre végétale sur zone d'accès à la future plateforme de l'extension
- Mise en œuvre d'un géotextile et empierrement avec 0.30 calcaire compacté
- Enlèvement en fin de travaux
- Apport de terre végétale et régilage enfin de travaux

2°) Travaux de démolition plateforme

Après l'intervention du lot serrurerie qui aura la dépose des clôtures et portillons et avant le démarrage des travaux de plateforme, le présent lot prévoira la démolition de la plateforme béton support des groupes de froids actuels.

- Découpe et sciages
- Arrachage des dalles découpées à la pelle mécanique
- Démolition et évacuation au fur et à mesure

Localisation : Plateforme béton groupes froids actuels

Article 1.28 – S.P.S

Conformément au Code du Travail, au CCAG travaux ainsi qu'à la loi n° 93- 1418 du 31 décembre 1993, ses décrets et ses arrêtés, l'entrepreneur du présent lot devra tenir compte de toutes les obligations relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs et des dispositions demandées sur le P.G.C (Plan Général de Coordination).

Ces protections comprendront toutes les opérations de montage, remaniement au cours de l'avancement des travaux, démontage, repli du matériel et enlèvement après exécution des travaux, interactions entre entreprises.

Le titulaire du lot tiendra également compte dans ce paragraphe, comme stipulé au P.G.C, des impacts et dispositions à prendre selon la COVID19. ***(Attention à l'article sur le nettoyage quotidien base vie et wc de chantier, au-delà des protections des salariés)***